



Règlement Local de **Publicité** de la Métropole TPM



TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

Table des matières

1.	Préambule	3
2.	Mention des textes qui régissent le Règlement Local de Publicité et son enquête publique	4
2.1	Dispositions issues du Code de l'Urbanisme	4
2.2	Dispositions issues du Code de l'Environnement	5
3.	LES ETAPES RELATIVES A L'ENQUETE PUBLIQUE.....	10
3.1	Les principales étapes de la procédure	10
3.2	Consultation des PPA-PPC	11
3.3	La Commission de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).	13
3.4	L'Enquête Publique	13
4	DECISION D'APPROBATION DU PROJET DE RLPi	15
4.1	Approbation du projet de RLPi	15
4.2	Caractère exécutoire du RLPi.....	15
5	AUTORITE COMPETENTE POUR PRENDRE LA DECISION D'APPROBATION DU PROJET DE RLPi	16

1. Préambule

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE), les règlements locaux de publicité (RLP) sont devenus des outils réglementaires qui permettent aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme de contenir l'impact de la publicité extérieure (dispositifs publicitaires, enseignes et pré enseignes) tout en veillant à préserver la liberté d'expression.

Conformément à l'article L581-14-1 du Code de l'Environnement, « Le RLP est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des PLU définies au chapitre III du titre V du livre 1er du Code l'urbanisme ».

La procédure est menée à l'initiative de la Métropole, compétente en matière de PLU.

Ainsi, par délibération du Conseil Métropolitain n°20/12/315 en date du 15 décembre 2020, le Conseil Métropolitain a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

L'élaboration du RLPi a été menée en y associant les services de l'Etat et autres personnes publiques. Elle a fait l'objet d'une concertation publique suivant les modalités retenues lors de la délibération de prescription. Les orientations du RLPi ont été validées par tous les Conseils Municipaux.

La délibération du Conseil Métropolitain n°25/04/059 en date du 30 avril 2025 tire le bilan de la concertation et arrête le projet. Le projet de RLPi ainsi arrêté a été transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées et Consultés. La Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) s'est réunie le 30 juin 2025.

Après avis de la CDNPS et des PPA, le dossier, auquel sont annexés les différents avis rendus pendant l'élaboration du projet de RLPi, est soumis à enquête publique pour une durée minimale d'un mois sans excéder deux mois. Le Commissaire-Enquêteur transmet au président de la Métropole TPM, son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. A ce stade, le RLPi est le cas échéant modifié pour tenir compte des avis rendus par les personnes publiques, de la CDNPS, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur.

Au titre de l'enquête publique précisée à l'article R123-8 du Code de l'Environnement, relative au projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

(...);

*3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
(...). »*

La présente note entend répondre à cette exigence.

2. Mention des textes qui régissent le Règlement Local de Publicité et son enquête publique

La présente enquête a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers et, de recueillir l'avis du public sur le dossier présenté. Le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement.

2.1 Dispositions issues du Code de l'Urbanisme

Article L153-8 du Code de l'Urbanisme : « Le plan local d'urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de :

1° L'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ;
[...] ».

Article L153-11 du Code de l'Urbanisme : « L'autorité compétente mentionnée à l'article [L.153-8](#) prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, conformément à l'article [L. 103-3](#).

La délibération prise en application de l'alinéa précédent est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles [L.132-7](#) et [L.132-9](#).

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article [L. 424-1](#), sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable. »

Article L153-14 du Code de l'Urbanisme : « L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal arrête le projet de plan local d'urbanisme. »

Article L153-16 du Code de l'Urbanisme : « Le projet de plan arrêté est soumis pour avis :

1° Aux personnes publiques associées à son élaboration mentionnées aux articles [L.132-7](#) et [L.132-9](#) ;

[...]

4° A la formation spécialisée de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, lorsque le projet de plan local d'urbanisme prévoit la réalisation d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles locales dans les conditions prévues au II de l'article [L.151-7](#) du présent code. L'avis porte uniquement sur les unités touristiques locales. ».

Article L153-19 du Code de l'Urbanisme : « Le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au [chapitre III](#) du titre II du livre Ier du Code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire. »

Article R153-8 du Code de l'Urbanisme : « Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'[article R.123-8 du code de l'environnement](#) et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet. »

2.2 Dispositions issues du Code de l'Environnement

Conformément aux dispositions de l'article L153-19 du Code de l'urbanisme, le projet Règlement Local de Publicité intercommunal est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement.

L'enquête publique est ainsi régie par les articles L123-1 à L123-10 et R123-1 à R123-27 du Code de l'environnement. Les principaux extraits sont reproduits ci-après (version en vigueur à la date de rédaction de la présente note).

Article L581-14-1 du Code de l'Environnement

Le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au titre V du livre Ier du code de l'urbanisme, à l'exception des dispositions relatives à la procédure de modification simplifiée prévue par [l'article L. 153-45](#) et des dispositions transitoires du chapitre IV du titre VII du code de l'urbanisme. Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 581-14 du présent code,

les dispositions du titre V du livre Ier du code de l'urbanisme relatives au périmètre du plan local d'urbanisme et à l'autorité compétente en la matière ainsi que les dispositions du même titre V relatives aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de grande taille sont applicables aux règlements locaux de publicité. La métropole d'Aix-Marseille-Provence peut élaborer un ou plusieurs règlements locaux de publicité sur le périmètre prévu au second alinéa de l'article L. 134-12 du même code.

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, la métropole de Lyon ou le maire peut recueillir l'avis de toute personne, de tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements, y compris, le cas échéant, des collectivités territoriales des Etats limitrophes.

Avant d'être soumis à enquête publique, le projet de règlement arrêté par l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune est soumis pour avis à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois.

L'élaboration, la révision ou la modification du règlement local de publicité et l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique dans les conditions définies par le chapitre III du titre II du livre Ier du présent code.

Le règlement local de publicité, une fois approuvé, est annexé au plan local d'urbanisme ou aux documents d'urbanisme en tenant lieu. A défaut de document d'urbanisme, il est tenu à disposition du public.

L'illégalité pour vice de forme ou de procédure commise à l'occasion de l'élaboration, de la révision ou de l'approbation d'un règlement local de publicité ne peut être invoquée par voie d'exception après l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de ce règlement. Cette règle ne s'applique pas lorsque le vice de procédure concerne la méconnaissance substantielle ou la violation manifeste des règles de l'enquête publique.

Lorsqu'elle annule pour excès de pouvoir un règlement local de publicité ou en ordonne la suspension, la juridiction administrative se prononce sur l'ensemble des

moyens qu'elle estime susceptibles de fonder l'annulation ou la suspension en l'état du dossier.

Article L123-1 du Code de l'Environnement : « L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. »

Article L123-3 du Code de l'Environnement : « L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe sans délai le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique de la saisine du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête. »

Article L123-9 du Code de l'Environnement : « La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10. »

Article L123-10 du Code de l'Environnement : « I.- Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article [L. 122-1](#) et à l'article [L. 122-7](#) du présent code ou à l'article [L. 104-6](#) du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II. -La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

Article R123-7 du Code de l'Environnement :

Lorsqu'en application de [l'article L. 123-6](#) une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.

Article R123-8 du Code de l'Environnement : « Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

[...]

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles [L. 121-8](#) à [L. 121-15](#), de la concertation préalable définie à l'article [L. 121-16](#) ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article [L. 121-13](#) ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article [L. 121-16-2](#). Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

[...]

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article [L. 124-4](#) et au II de l'article [L. 124-5](#). »

Article R123-13 du Code de l'Environnement : « I.- Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II.- Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. »

Article R123-18 du Code de l'Environnement : « A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations. [...]. »

Article R123-19 du Code de l'Environnement : « Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. [...].

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. [...]. »

Article R123-21 du Code de l'Environnement : « L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an. »

3. LES ETAPES RELATIVES A L'ENQUETE PUBLIQUE

3.1 Les principales étapes de la procédure

- Délibération du Conseil Métropolitain n°20/12/315 en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et arrêtant les modalités de la collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) et ses communes membres, des objectifs poursuivis et des modalités de concertation.

- Présentation des enjeux, du diagnostic et de la définition des orientations en matière d'affichage extérieur lors de la Conférence des maires en date du 17 octobre 2022.
- Délibérations des communes relatives à la présentation des orientations générales du RLPi conformément à la Charte de gouvernance :
 - Délibération n°23/07/25 du Conseil Municipal d'Ollioules en date du 31 juillet 2023 relative à l'élaboration du RLPi et du débat sans vote sur les orientations générales,
 - Délibération n°5 du Conseil Municipal de La Garde en date du 18 septembre 2023 relative à la présentation des orientations générales du RLPi,
 - Délibération n°DEL-2023-67 du Conseil Municipal du Revest-les-Eaux en date du 25 septembre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°16453 du Conseil Municipal de Six-Fours-les-Plages en date du 27 septembre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°15 du Conseil Municipal de Hyères en date du 29 septembre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°2023/522/S du Conseil Municipal de Toulon en date du 27 octobre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°2023/DEL/233 du Conseil Municipal de la Valette-du-Var en date du 28 novembre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°2023/099/2 du Conseil Municipal de La Crau en date du 14 décembre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°23 DCM-DGS-094 du Conseil Municipal du Pradet en date du 18 décembre 2023 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°2024/11 du Conseil Municipal de Saint-Mandrier-sur-Mer en date du 12 février 2024 relative au débat sur les orientations du RLPi,
 - Délibération n°DEL_24_035 du Conseil Municipal de La Seyne-sur-Mer en date du 27 février 2024 relative aux orientations du RLPi,
 - Délibération n°2024-03-010 du Conseil Municipal de Carqueiranne en date du 17 juin 2024 relative au débat sur les orientations du RLPi.
- Présentation du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal lors de la Conférence des maires du 14 avril 2025.
- Délibération du Conseil Métropolitain n° 25/04/059 en date du 30 avril 2025 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le Règlement Local de Publicité intercommunal.

3.2 Consultation des PPA-PPC

Préalablement à l'enquête publique, le dossier de RLPi arrêté est soumis à consultation des Personnes Publiques Associées et Consultées (PPA-PPC). Leurs avis sont joints au dossier d'enquête publique.

Conformément à l'article L.132-7 du Code de l'Urbanisme, sont associées à l'élaboration du RLPi, les personnes publiques susceptibles d'être intéressées par le projet de RLP, auxquelles la délibération prescrivant l'élaboration du RLP a été notifiée. Il s'agit notamment de :

- Monsieur le Préfet du Var
- Monsieur le Président de la Région Sud – Provence Alpes Côte d'Azur
- Monsieur le Président du Département du Var
- Madame la Présidente du Parc National de Port Cros
- Monsieur le Président de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites
- Madame la Responsable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Var
- Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Var
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture du Var
- Monsieur le Président de la Section Régionale de la Conchyliculture
- Monsieur le Délégué territorial Sud-Est de l'Institut National de l'Origine
- Monsieur le Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière PACA
- Monsieur le Directeur de SNCF Réseau
- Monsieur le Président de SNCF Réseau
- Madame le Maire de Toulon
- Monsieur l'Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme de Hyères
- Madame le Maire de La Seyne-sur-Mer
- Monsieur le Maire de Saint-Mandrier-sur-Mer
- Monsieur le Maire d'Ollioules
- Monsieur le Maire de Six-Fours-les-Plages
- Monsieur le Maire du Revest-les-Eaux
- Monsieur le Maire de La Valette-du-Var
- Monsieur le Maire du Pradet
- Monsieur le Maire de Carqueiranne
- Monsieur le Maire de La Crau
- Madame le Maire de La Garde
- Monsieur le Vice-Président en tant qu'Autorité compétente en matière d'organisation des Transport du département de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- Monsieur le Vice-Président en tant qu'autorité compétente en matière de PLH
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCoT Provence Méditerranée

Conformément aux *articles R153-4, R153-5 et R104-25 du Code de l'urbanisme*, les personnes consultées donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, au plus tard trois mois après transmission du projet de plan. A défaut de réponse dans ce délai, ces avis sont réputés favorables.

3.3 La Commission de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).

La Commission de la Nature, des Paysages et des Sites s'est réunie le 30 juin 2025 et a rendu un avis favorable.

3.4 L'Enquête Publique

– Désignation du Commissaire-Enquêteur

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a saisi le Président du Tribunal Administratif de Toulon, en vue de la désignation d'un Commissaire Enquêteur en date du 20 juin 2025.

Par décision n°E25000056/83 du 02 juillet 2025, le Président du Tribunal Administratif de Toulon a désigné Monsieur Christian MINE en qualité de Commissaire-Enquêteur.

Articles L. 123-4, L. 123-5 et R. 123-5 du Code de l'Environnement.

– Durée de l'enquête publique

Articles L. 123-9 et R. 123-6 du code de l'environnement

En qualité de modalité de participation du public au sens de l'article 7 de la Charte de l'environnement, l'enquête publique permet au public de formuler un avis sur le projet de RLPi. Compte tenu de son objet, il s'agit de l'enquête dite « environnementale » régie par les articles L.123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser.

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a fixé la durée de l'enquête publique à un mois.

– Composition du dossier d'enquête publique

Article R123-8 du Code de l'environnement

Le dossier d'enquête publique se compose des pièces suivantes :

- Documents administratifs : Délibérations et arrêté relatifs au RLPi
- Bilan de la concertation du RLPi

- Avis des communes membres
- Avis des personnes publiques associées et des personnes publiques consultées
- Avis de la Commission de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS)
- Projet de RLPi

- Organisation de l'enquête publique

Article R123-9 du Code de l'environnement

Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée précise dans son arrêté d'ouverture de l'enquête n° AP 25/131 en date du 16 juillet 2025 :

- L'objet de l'enquête, la date à laquelle est ouverte l'enquête et sa durée qui ne peut être inférieure à quinze jours ;
- Le siège où toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée ;
- Les lieux, jours et heures où le public peut consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Les observations peuvent être adressées par correspondance (écrite ou par voie dématérialisée) au Commissaire Enquêteur ;
- Le nom et qualité du Commissaire Enquêteur ;
- Les lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
- Le ou les lieux, où, à l'issue de l'enquête, le public peut consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;
- Les lieux où est mis à disposition du public un poste informatique ;
- Les sites sur lesquels le dossier peut être consulté ;
- Les modalités de participation par voie dématérialisée.

- Publicité de l'enquête

Articles L123-10 et R123-11 du Code de l'Environnement

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, le public doit en être informé par un avis qui contient les informations prévues aux articles L. 123-10 et R. 123-11 et qui est publié :

- dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Var ;
- sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, soit la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ;
- par voie d'affichage dans ses locaux ou diffuse par voie de publication locale (journaux électroniques d'information par exemple) (Art. L. 123-10 et R. 123-11).

Cet avis est également rappelé, dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Var (Art. R. 123-11).

4 DECISION D'APPROBATION DU PROJET DE RLPi

4.1 Approbation du projet de RLPi

En matière d'approbation du projet de révision du PLU, l'article L 153-21 du Code de l'urbanisme dispose que :

« A l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

1° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale et, le cas échéant, après que l'avis des communes sur le plan de secteur qui couvre leur territoire a été recueilli ;

[...] »

4.2 Caractère exécutoire du RLPi

Au titre du caractère exécutoire du RLPi, l'article L 153-23 du Code de l'urbanisme dispose que :

« I.- Par dérogation à l'[article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales](#), le plan local d'urbanisme et la délibération qui l'approuve sont publiés sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 du présent code.

II.- Sous réserve qu'il ait été procédé à la publication prévue au I, le plan et la délibération sont exécutoires :

1° Si le plan porte sur un territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé, dès leur transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat ;

2° [...] ;

III.- Lorsque la publication prévue au I a été empêchée pour des raisons liées au fonctionnement du portail national de l'urbanisme ou à des difficultés techniques avérées, le plan et la délibération peuvent être rendus publics dans les conditions prévues au III ou au [IV de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales](#).

Ils deviennent alors exécutoires dans les conditions prévues, selon le cas, au 1° ou au 2° du II du présent article.

La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent informe l'autorité administrative compétente de l'Etat des difficultés

rencontrées. Il est procédé à une publication sur le portail national de l'urbanisme dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le plan et la délibération sont devenus exécutoires.

[...]. »

5 AUTORITE COMPETENTE POUR PRENDRE LA DECISION D'APPROBATION DU PROJET DE RLPi

La compétence pour prendre la décision d'approbation du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée incombe à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en sa qualité d'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, conformément aux dispositions de l'article L153-8 du Code de l'urbanisme, depuis le 1^{er} janvier 2018 (cf. décret n°2017-1758 en date du 26/12/2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée).

Les coordonnées de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont les suivantes :

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536

83041 TOULON Cedex 09

<https://metropoletpm.fr/>